

REDICTION : ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13 TOURCOING, 5 bis, rue Nationale

PRIX DES ABONNEMENTS : Nord et Départements limitrophes : Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 10 fr.

LE JOURNAL DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Republicain Quotidien

SIÈGE ADMINISTRATIF : Rue de Béthune, 27, à Lille (TÉLÉPHONE N° 97)

LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

Les annonces sont reçues aux Bureaux du Journal, 27, rue de Béthune, à Lille et dans toutes les Agences de Publicité.

Lire plus loin :

La guerre dans les Balkans. — Un tourbillon grec est entré dans la porte de Salonique et a fait sauter un croiseur turc.

OPINIONS

Bases de transaction

Répondant, sous ce même titre, à mon dernier article de la Petite République, mon grand adversaire et ami Buisson, pour employer à mon tour sa cordiale et amicale formule, recherche dans le Rappel les bases d'une transaction possible...

Je suis pour ma part tout disposé à reprendre avec Buisson, sur cette délicate question, les conversations que nous avons déjà si souvent échangées au cours de la discussion de la réforme électorale devant la commission, puis devant la Chambre. Mais Buisson comprend que je me montre extrêmement réservé sur la nature des concessions à consentir, jusqu'au moment où ces concessions auront été admises par mes amis majoritaires.

Je suis déclaré pour ma part aux plus grands sacrifices, je me propose d'entreprendre près de mes amis majoritaires les efforts les plus sincères pour leur faire partager mon ardent désir de conciliation et d'entente ; mais je ne suis au moins fermement résolu à ne me séparer à aucun prix des compagnons de route avec lesquels j'ai travaillé depuis si longtemps, sous une vigoureuse campagne contre le proportionnel.

J'ai contribué de mon mieux à les enlainer dans cette bataille. Ils m'ont en plusieurs circonstances donné les plus précieuses marques de confiance et je considère que je ne pourrais sans lâcheté paraître, même sur un point secondaire de tactique, me séparer d'eux à un moment particulièrement difficile.

Je défendrais donc ma manière de voir à notre comité de défense du suffrage universel, mais quelle que soit sa décision définitive, l'accepte par avance, et mes amis peuvent compter sur mon entier concours pour essayer de la faire prévaloir. Je n'ai d'ailleurs rien abandonné de mes idées et je conserve absolument l'attitude que j'ai eue au temps jointifs de la commission des seize de transactionnelle républicaine.

Sous ces réserves que certaines polémiques récentes me font juger nécessaires, je déclare à Buisson que, malgré mon irréductible attachement au scrutin uninominal, je suis pour ma part tout disposé à accepter le scrutin de liste avec représentation des minorités. J'ai toujours été, et je le resterai, un partisan de la formule de la majorité absolue, mais je suis prêt à accepter la formule de la majorité relative, à condition que celle-ci soit accompagnée de la représentation des minorités.

C'est Buisson, dans le projet de loi qu'il a déposé, comme président du Conseil, au nom du gouvernement qui oppose la représentation des minorités à la représentation proportionnelle. Et en fait son projet, dont on peut discuter les modalités, était réellement un projet transactionnel pouvant encore, si on le complète par l'appareillement ou par un second tour de scrutin majoritaire, servir de base à la conclusion d'une entente.

Ce projet comportait il est vrai le feu d'un quotient électoral, mais ce quotient était octroyé sur le chiffre des inscrits et non sur celui des votants. Il n'accordait par suite une représentation qu'aux minorités importantes et permettait de laisser à la majorité une prédominance incontestée. Et c'est pourquoi, soit dit en passant, il est souverainement injuste de reprocher aux anciens collaborateurs de Briand, comme notre ami Trouillot, de repousser le projet transactionnel de la Chambre qui n'a aucun rapport avec le projet transactionnel que nous venons de rappeler.

C'est qui d'ailleurs montre bien la différence essentielle de ces deux projets, c'est l'article même de Buisson qui semble écarter l'ancien projet Briand pour rester dans le cadre trop étroit du projet définitif de la Chambre, comportant le calcul du quotient sur le chiffre des votants. La suite concession qu'il nous offre consiste donc à nous abandonner les restes comme prime à la majorité.

CHRONIQUE DOCUMENTAIRE

RETRAITE - VIEILLESSE

Nous avons signalé le double aspect assuranciel et de retraite-invalidité de la loi des retraites, nous allons étudier aujourd'hui un mode d'assurance-vieillesse dont on s'occupe beaucoup trop peu, l'assurance à capital réservé.

En principe, la retraite est constituée à capital aliéné, l'assuré faisant abandon de ses versements et ses ayants droit de pouvoir au moment du décès, élever à leur choix aucune prétention. Dans le régime capital réservé, au contraire, lors du décès de l'assuré, quel qu'il soit ou non en jouissance d'une pension, les sommes versées par lui sont remboursées à ses héritiers, à la loi des retraites, nous allons étudier aujourd'hui un mode d'assurance-vieillesse dont on s'occupe beaucoup trop peu, l'assurance à capital réservé.

Nous allons examiner deux cas, celui de l'ouvrier qui, cherchant à avoir la retraite la plus élevée possible, a retardé la liquidation jusqu'à 65 ans, puis celui d'un ouvrier mort à 40 ans, est décédé en cours d'assurance. Le premier a effectué, de dix-huit à soixante-cinq ans, quarante-cinq versements. D'après la table de mortalité C. R. de 1907, il aura versé 2.850 francs et il aura touché 10 annuités de 3.500 francs, soit un bénéfice net de 7.150 francs.

En d'autres conjonctures les propos énoncés par le président du Conseil à notre politique intérieure, à la question du budget, de la réforme électorale et des instituteurs causent passionnée l'opinion. Mais ces propositions publiques sont d'actualité. Au point de vue mondial et dans les présentes conjonctures c'est le point essentiel ; on n'a pas le droit de ne pas constater avec une satisfaction profonde l'état d'esprit qui règne dans le pays la reprise de tous les partis, au grave, vibrant et patriotique appel de M. Poincaré, au concours de tous les républicains et à la confiance de tous les Français.

ECHOS

Les Compositeurs-Chanteurs. — Gustave Charpenier vient de faire entendre à ses amis : « Jehu », sa nouvelle œuvre, qui sera donnée dans quelques mois à Monte-Carlo. Le rôle principal est confié à lui-même, accompagné par M. Wolff, de l'Opéra-Comique.

Gustave Charpenier, qui n'est pas pianiste (il a commencé par faire de la corne), a pu employer l'expression technique, à une très agréable voix de baryton Marin, et il chante avec beaucoup d'expression.

Plusieurs compositeurs célèbres, ayant vu de la voix. Nous connaissons le mélomane qui, pour se part, en a entendu qu'un : Verdi, Gounod, Frédéric David et Duprato, tous célèbres tenors.

Baguettes... de La Porte. — C'était l'autre après-midi, au Français, à l'ultime répétition de « Baguette ». Un motif de demande à entrer, un moyen, front moyen, nous n'osions dire nos motifs, il prétend qu'il est le sous-secrétaire de l'Etat aux Deux-Arès. On ne le reconnaît pas. Il insiste. Au bout de quelques longues minutes, tout de même, on finit par le laisser entrer.

Contre la fraude. — Les fraudeurs, à notre époque, jouissent plutôt d'une mauvaise réputation. Mais elle ne le fut pas toujours. Notons que pendant les amendes dont on frappe nos fraudeurs à côté du châtiment qui leur était infligé au 19^e siècle.

Le Japon pays du fonctionnarisme. — Notre excellent confrère de Tokio, « Le Nippon », annonce que, comme les années précédentes, le gouvernement de l'Empire japonais a décidé de publier chaque année un volume, qui donnera la liste complète des fonctionnaires salariés par l'Etat.

Les appointements payés l'an dernier par l'Etat japonais, total de 60 millions de yens, soit 300 millions de francs, y compris les pensions de retraites, est de 180 millions que les budgets futurs couvriront annuellement au contribuable japonais. Ce dernier, plus expédient du moins par chaque année de 10 pour cent, est le plus élevé de tous les fonctionnaires et il commence par trouver que c'est trop.

Autour du discours de M. Poincaré

L'impression produite par le discours de M. Poincaré en France qu'a l'étranger est considérable. Elle est de plus en plus excellente. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur la presse des différents pays. Certes il n'est point sage de faire entendre dans les circonstances actuelles, la parole tranquille sans dévoiler certaines espérances et certaines certitudes. M. Raymond Poincaré a été parvenu, semble-t-il, en parlant avec une courtoisie fière, et conciliant le langage de la probité et de l'honneur. Il a expliqué et précisé ce que fut hier et ce qui sera demain l'action de notre diplomatie. La France veut la paix pour tous, et pourtant ne craint pas la guerre. Telle est la formule heureuse qu'a invoquée d'un purin affirmé, dans la pierre bleue de Louvain, l'orateur éminent, qui de Metz, dimanche paria à l'univers civilisé. Si la Russie et l'Angleterre ont pu avoir des doutes injustifiés sur la fidélité, celle-ci de son alliance, celle de son alliance, les voilà rassurées pleinement. Et les cordiales paroles adressées à l'Italie, dont le peuple a reconnu sans tarder la souveraineté en Cyrénaïque et en Tripolitaine ont été accueillies avec effusion de l'autre côté des Alpes.

Le président du Conseil a de plus donné l'assurance que la France continuera à Maroc avec une inlassable fermeté l'œuvre entreprise ; cette œuvre sera facilitée d'ailleurs par notre traité avec l'Espagne qui aura l'heureux effet d'assurer dorénavant nos rapports franco-espagnols le ton de sympathie et de cordialité que commandent le voisinage, la parenté des races et la communauté des intérêts. Mais quel que soit l'effet salutaire de ces paroles, nous sommes du chef du Gouvernement de la République au point de vue mondial et dans les présentes conjonctures c'est le point essentiel ; on n'a pas le droit de ne pas constater avec une satisfaction profonde l'état d'esprit qui règne dans le pays la reprise de tous les partis, au grave, vibrant et patriotique appel de M. Poincaré, au concours de tous les républicains et à la confiance de tous les Français.

LA SITUATION Hier vendredi

LES SERBES s'étaient réunis autour de Pristina, ce qui se trouve au nord-ouest d'Uskub. Leur victoire à Kumanovo, où l'on retrouve sur le champ de bataille des cadavres dans la gorge de l'adversaire, a établi définitivement la victoire de leurs armes.

LA RUSSIE veut une politique européenne

M. Sazonov a fait au journaliste russe Bogdanov, rédacteur du « Doustoyev Slovo », les déclarations suivantes : « Les puissances ayant décidé d'agir de concert, il est impossible que l'une d'elles formule une déclaration séparée. La formule du statu quo a perdu son sens antérieur et est devenue inapplicable. Pour le moment, il n'y a rien de politique européenne et non de la politique particulière de telle ou telle puissance ».

Repondant aux bruits de mobilisation roumaine, le ministre de son côté, n'est certain que la politique pacifique du souverain roumain sera appréciée par les grandes puissances et par ses voisins.

La Roumanie ne pourra que gagner à cette attitude. La Bulgarie, de son côté, n'est pas disposée à accepter l'absence d'intérêts politiques directs rend la plus capable d'unir l'Europe.

L'Autriche se contenterait d'avantages économiques

Vienna, 1^{er} novembre. La Nouvelle Presse libre dit que dans les milieux viennois bien informés on considère que le moment est venu pour une médiation, mais que l'initiative doit en venir du président du Conseil français, M. Poincaré.

Les droits des pauvres dans les théâtres

A la suite des incidents qui se sont produits à l'occasion de la perception du droit de spectacle, le ministre de l'Instruction publique a pris l'initiative d'un entretien d'avec le directeur de l'Assistance publique, et de l'autre avec le président de l'Association des Directeurs.

LA DÉBACLE

Que vont faire les Puissances ?

LA SITUATION Hier vendredi

LES SERBES s'étaient réunis autour de Pristina, ce qui se trouve au nord-ouest d'Uskub. Leur victoire à Kumanovo, où l'on retrouve sur le champ de bataille des cadavres dans la gorge de l'adversaire, a établi définitivement la victoire de leurs armes.

LES GRECS ont occupé les îles de Thasos et d'Umbros, dans l'Égée, tandis que l'armée de Thessalie, commandée par le prince Constantin se trouve à 65 kilomètres de Salonique, et avance, le colonel Gennadi a occupé Grevena, plus au Sud et plus à l'Ouest.

L'INTERVENTION DES PUISSANCES est nettement sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

EN TURQUIE on note des signes de mécontentement. On croit une révolte possible. Cette révolte amènerait certainement d'affreux massacres.

LA POPULATION EUROPEENNE de l'Europe et d'Asie craint des massacres. Les ambassadeurs à Constantinople ont tenu conseil. Les Français de Salonique ont fait appel à leur ambassadeur. Cette crainte explique en partie l'envoi de navires dans les eaux ottomanes. Deux croiseurs anglais sont à Salonique, où l'escadre autrichienne est attendue, ainsi que le « Brux ». L'Allemagne se dispose à envoyer des navires. La France a envoyé le « Léon-Gambetta », le « Victor-Hugo » et le « Jules-Ferry » à Smyrne, de la (archipel) grec.

LES MONTÉNÉGINS ont occupé Ipek, ville importante située au nord-ouest de Pristina. Mais devant Scutari et le mont Tarnaboch, ils semblent ne pas faire de progrès.

On s'attendait à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

Repondant aux bruits de mobilisation roumaine, le ministre de son côté, n'est certain que la politique pacifique du souverain roumain sera appréciée par les grandes puissances et par ses voisins.

La Roumanie ne pourra que gagner à cette attitude. La Bulgarie, de son côté, n'est pas disposée à accepter l'absence d'intérêts politiques directs rend la plus capable d'unir l'Europe.

LES MONTÉNÉGINS ont occupé Ipek, ville importante située au nord-ouest de Pristina. Mais devant Scutari et le mont Tarnaboch, ils semblent ne pas faire de progrès.

On s'attendait à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

L'Autriche et la Serbie

Le chef du parti progressiste, M. Stoyan Novakovich, qui fut président du ministère de Constantinople après l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, a fait d'intéressantes déclarations que voici :

LA SITUATION

— La situation actuelle est difficile, mais bien moins pour nous que pour l'Europe, car nous savons, nous, ce que nous voulons et ce que nous devons maintenir fermement. Nous ne pouvons baser dans l'accomplissement de notre devoir, car nous sommes les plus grands sacrificateurs de sang et d'argent.

— L'Autriche-Hongrie ne peut pas se désoler dans les puissances et dans la dignité de leurs drapeaux. L'Europe est plus européenne qu'elle n'est perdue. Une répétition du traité de Berlin ou un congrès européen se fait le boulevard du slavisme serait une chose horrible que nous redoublons par-dessus tout. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

— Si nous continuons dans l'Europe, qui n'a pas bougé depuis le traité de Berlin pour être restauré, alors seulement pourrait changer la disposition actuelle des puissances dans le monde. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

— Si nous continuons dans l'Europe, qui n'a pas bougé depuis le traité de Berlin pour être restauré, alors seulement pourrait changer la disposition actuelle des puissances dans le monde. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

— Si nous continuons dans l'Europe, qui n'a pas bougé depuis le traité de Berlin pour être restauré, alors seulement pourrait changer la disposition actuelle des puissances dans le monde. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

— Si nous continuons dans l'Europe, qui n'a pas bougé depuis le traité de Berlin pour être restauré, alors seulement pourrait changer la disposition actuelle des puissances dans le monde. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

— Si nous continuons dans l'Europe, qui n'a pas bougé depuis le traité de Berlin pour être restauré, alors seulement pourrait changer la disposition actuelle des puissances dans le monde. Les alibis balkaniques demandent une seule chose : qu'on les laisse franchir eux-mêmes leur différend avec la Turquie. Une intervention comme celle du congrès de Berlin, l'année dernière, ne doit pas se reproduire.

LES MONTÉNÉGINS ont occupé Ipek, ville importante située au nord-ouest de Pristina. Mais devant Scutari et le mont Tarnaboch, ils semblent ne pas faire de progrès.

On s'attendait à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

L'Autriche et la Serbie

Le chef du parti progressiste, M. Stoyan Novakovich, qui fut président du ministère de Constantinople après l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, a fait d'intéressantes déclarations que voici :

LES MONTÉNÉGINS ont occupé Ipek, ville importante située au nord-ouest de Pristina. Mais devant Scutari et le mont Tarnaboch, ils semblent ne pas faire de progrès.

On s'attendait à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

Repondant aux bruits de mobilisation roumaine, le ministre de son côté, n'est certain que la politique pacifique du souverain roumain sera appréciée par les grandes puissances et par ses voisins.

La Roumanie ne pourra que gagner à cette attitude. La Bulgarie, de son côté, n'est pas disposée à accepter l'absence d'intérêts politiques directs rend la plus capable d'unir l'Europe.

Repondant aux bruits de mobilisation roumaine, le ministre de son côté, n'est certain que la politique pacifique du souverain roumain sera appréciée par les grandes puissances et par ses voisins.

La Roumanie ne pourra que gagner à cette attitude. La Bulgarie, de son côté, n'est pas disposée à accepter l'absence d'intérêts politiques directs rend la plus capable d'unir l'Europe.

Repondant aux bruits de mobilisation roumaine, le ministre de son côté, n'est certain que la politique pacifique du souverain roumain sera appréciée par les grandes puissances et par ses voisins.

La Roumanie ne pourra que gagner à cette attitude. La Bulgarie, de son côté, n'est pas disposée à accepter l'absence d'intérêts politiques directs rend la plus capable d'unir l'Europe.

LES MONTÉNÉGINS ont occupé Ipek, ville importante située au nord-ouest de Pristina. Mais devant Scutari et le mont Tarnaboch, ils semblent ne pas faire de progrès.

On s'attendait à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas sollicitée par la Turquie. Elle n'est cependant pas « mère », et quelques jours se passeront encore en pourparlers avant que quelque chose soit décidé.

L'Autriche et la Serbie

Le chef du parti progressiste, M. Stoyan Novakovich, qui fut président du ministère de Constantinople après l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, a fait d'intéressantes déclarations que voici :